

WOJTEK KALINOWSKI

# « Il faut réparer et surtout transformer »

Codirecteur de l'Institut Veblen, association à but non lucratif chargée de promouvoir les idées économiques et les politiques publiques qui font avancer la transition écologique.

**Cette pandémie, le dérèglement climatique et notre modèle économique sont liés. Y a-t-il consensus des économistes sur les causes ?**

● Le lien entre la perte de la biodiversité, due notamment à la déforestation et à l'intensification de l'agriculture, et la propagation des virus a été établi par les écologues et les sciences du vivant. Les économistes pointent de leur côté la vulnérabilité de notre système mondialisé, aveugle aux coûts sociaux. La pandémie révèle deux logiques qui s'affrontent : logistique et approvisionnements mondiaux d'un côté, confinement d'un tiers de la population mondiale de l'autre. Notre système économique actuel ne s'intéresse pas assez à la résilience des territoires et à la manière dont nous pourrions gérer et régénérer les ressources localement.

● **“LA QUESTION EST DE SAVOIR CE QUI SERA FAIT AVEC LES MOYENS MOBILISÉS PAR LES ÉTATS ET LA BCE.”**

**Y a-t-il alors consensus en ce qui concerne les solutions ?**

● Il y a consensus pour dire qu'il fallait agir tout de suite afin de soutenir les revenus des salariés et des entreprises. Mais dès que l'on aborde la question de savoir ce qu'il faut faire à la fin du confinement, de quel type de relance nous avons besoin, il y a deux écoles : la première propose de prendre immédiatement le plus grand nombre de mesures en faveur de la transition écologique pour ne pas revenir au monde d'avant ; la seconde pense qu'il faut d'abord sauver l'économie et la « verdir » après. Ce débat oppose une vision de long



terme – par exemple réduire la part des voitures, et cela ne se fera pas en quelques mois – à une gestion à court terme de la crise, qui sauve nos entreprises sans conditionnalité écologique aucune. C'est ce qui se pratique en ce moment : le chômage partiel et les garanties publiques sur les prêts bancaires financent sans conditions les entreprises touchées par la crise. Nous sommes dans une situation exceptionnelle, mais faut-il encore aider les industries qui opèrent dans les secteurs les plus carbonés ? Je pense qu'il faut réparer, bien sûr, mais surtout transformer.

**Va-t-on revivre ce qui s'est passé en 2008, les engagements pris lors du Grenelle de l'environnement en 2007 ayant été vite remis en cause par la crise des subprimes ?**

● Je ne pense pas car nous avons changé d'époque, et la prise de conscience en faveur de l'écologie n'a jamais été aussi forte. De plus, l'Europe a suspendu ses règles budgétaires, ce qui est une bonne chose. Mais la question est de savoir ce qui sera fait avec les moyens mobilisés par les États

et par la Banque centrale européenne (BCE). La taxe carbone aux frontières de l'Union européenne, par exemple, fait partie du programme du Green Deal proposé par la Commission européenne : sera-t-elle mise en place sachant qu'un tiers environ des émissions de gaz à effet de serre dans notre pays sont des émissions importées ? Il faut que les normes environnementales, la fiscalité verte et la régulation financière soient défendues contre toute tentative d'allègement au nom de la sortie de la crise.

La BCE devrait aussi s'appuyer sur des investisseurs de long terme pour canaliser les investissements, notamment les banques nationales et les institutions financières publiques. L'enjeu, c'est que les programmes monétaires lancés aujourd'hui soutiennent au moins en partie des investisseurs de ce type-là. Il y a en Europe un sous-investissement chronique en matière d'infrastructures et de lutte climatique. Le Green Deal avait commencé à les chiffrer. Et puis la crise est arrivée.

**Sur quoi devrait-on mettre des priorités dans le contexte actuel ?**

● Il y a des projets à lancer tout de suite, comme le financement de l'isolation thermique ou celui d'infrastructures durables de transport. Les besoins sont souvent connus, alors c'est peut-être le moment d'accélérer ! Le lancement d'un vaste plan d'isolation thermique des bâtiments serait un très bon moyen d'insérer du long terme dans le court terme. Cette annonce serait un signal fort dans un pays comme la France, qui compte encore de 7 à 8 millions de passoires thermiques. Il faut également accélérer sur le développement des énergies renouvelables ou la nécessaire transition alimentaire pour qu'une part croissante de la population puisse se nourrir localement. L'enjeu à l'issue de la crise, c'est de garder le cap amorcé par le Green Deal. C'est un projet très imparfait mais c'est ce que l'Europe a de mieux pour la transition écologique. ●

Propos recueillis par Claire Nillus

DR